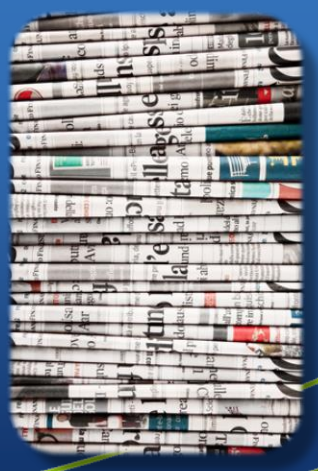
Portrait de la couverture journalistique des agressions sexuelles dans la presse écrite au Québec



CAPSULE DE RECHERCHE no. 22 - Août 2017

Les médias sont la source principale d'information sur la criminalité et les agressions sexuelles (AS) pour la majorité de la population (Dowler, Fleming, & Muzzatti, 2006). La façon dont les médias traitent l'AS peut avoir des implications sur les croyances, les perceptions et les réponses de la population à l'égard de ces comportements. Par ailleurs, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) recommande des initiatives de prévention sociétales qui permettent de susciter des changements au sein d'une société par la modification des normes, des attitudes et des croyances qui cautionnent l'AS, faisant des médias des acteurs à considérer dans la prévention des AS (OMS, 2010). Il est difficile de brosser un portrait de la couverture journalistique des AS à partir de recherches existantes. Même s'il s'agit d'un champ d'étude qui s'est largement développé dans les 30 dernières années dans les pays anglo-saxons, peu de recherches ont été menées sur le sujet et les résultats qui en ressortent divergent selon le lieu et la période où les études ont été réalisées (Dowler et al., 2006).

Dans ce contexte, il est pertinent de vouloir connaître la situation actuelle concernant la couverture journalistique des AS qui est propre au Québec. Le but de cette étude était de décrire la couverture journalistique portant sur l'AS dans la presse écrite francophone québécoise en 2010-2011. L'étude avait pour objectifs spécifiques de : 1. Décrire la couverture journalistique portant sur l'AS dans les grands quotidiens francophones québécois; 2. Décrire les situations d'AS qui font l'objet d'une couverture journalistique dans les grands quotidiens francophones québécois; et 3. Décrire le traitement journalistique portant sur l'AS dans les grands quotidiens québécois.

Corpus d'analyse

L'étude a été effectuée sur un échantillon de 269 articles qui ont été diffusés dans sept grands quotidiens québécois francophones entre le 1er mai 2010 et le 30 avril 2011 inclusivement. Les sept quotidiens retenus pour la recherche des articles sont tous distribués au Québec et ont été sélectionnés parmi les journaux francophones ayant une plus grande part de marché du lectorat des grands quotidiens québécois francophones en 2009 et de manière à ce que différentes régions du Québec soient représentées (figure 1). Les articles ont été recensés à partir d'un échantillonnage aléatoire du tiers de tous les articles portant sur l'AS dans les quotidiens sélectionnés durant la période retenue. La recherche a été effectuée à partir des mots-clés suivants pour l'ensemble de l'article dans la base de données Euréka et par le biais d'une firme privée qui détient les droits d'accès pour les médias non-répertoriés dans Euréka (i.e. Journal de Montréal et Journal de Québec) : agression sexuelle, abus sexuel, viol,

ÉVISSA

L'**Équipe Violence Sexuelle et Santé** (ÉVISSA), dirigée par Martine Hébert, Ph.D. (UQAM), est un regroupement interdisciplinaire de 13 chercheurs.es provenant de diverses universités québécoises. En plus des chercheurs.es réguliers.ères, l'équipe entretient des collaborations étroites avec des chercheurs.es nationaux et internationaux, et encadre les travaux de plus d'une quarantaine d'étudiants.es universitaires de tous les cycles. La programmation de l'équipe a pour objectif de mieux comprendre les conséquences de la violence sexuelle sur le plan de la santé mentale, physique et sexuelle, et ce dans différents contextes de vie (famille, enfance, premières relations amoureuses et couple adulte).

Cette équipe est financée par le Fonds de recherche du Québec – Société et Culture (FRQ-SC).

Pour télécharger les capsules de recherche disponibles, consulter ce lien : https://martinehebert.uqam.ca

ÉVISSA
Équipe Violence Sexuelle et Santé

agression à caractère sexuel, infraction sexuelle, violence sexuelle et crime sexuel. Les articles non pertinents ou ceux ne comprenant que des mentions, soit ceux pour lesquels le thème central de l'article ne portait pas sur l'AS ou une situation d'AS commise ou suspectée (p. ex. critiques cinématographiques ou littéraires) ont été exclus.

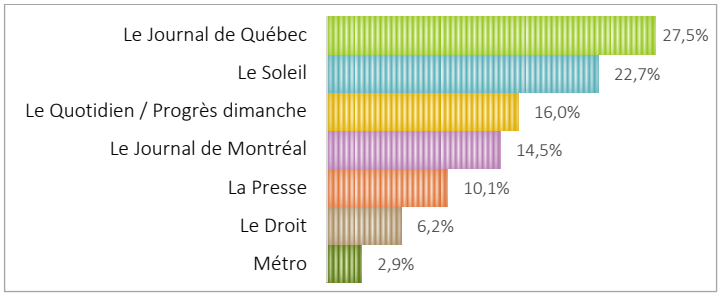


Figure 1
Grands quotidiens québécois de l'étude et leur représentation dans la couverture analysée sur les AS

Analyses

Le corpus a été analysé selon la méthode d'analyse de contenu Morin-Chartier (Leray, 2008) pour laquelle l'unité de contenu qui sert de mesure est l'unité d'information. Une telle unité de mesure sert à découper le contenu des articles en idées ou sujets. Un total de 1 618 unités d'information a ainsi été identifié et analysé; chaque document analysé en contenant en moyenne six. L'analyse par unités d'information plutôt que par articles permet de refléter l'ensemble de la couverture journalistique des AS. Les résultats doivent donc toujours être interprétés avec comme dénominateur le nombre d'unités d'information total et non le nombre d'articles recensés.

L'analyse quantitative du corpus a été effectuée à partir d'une grille d'analyse à laquelle chaque unité d'information a été soumise. Les catégories retenues permettent de décrire la couverture journalistique des AS, de décrire les AS et de décrire le traitement ou les pratiques journalistiques concernant les AS (tableaux 1, 2, et 3). Le découpage du contenu et la codification ont été effectuées par trois analystes expérimentés en analyse de presse. Les analyses ont été colligées avec le logiciel d'analyse de contenu Compilation logique de l'information et de la partialité (CLIP), développé par le laboratoire d'analyse de presse Caisse-Chartier de l'UQÀM.

Résultats

Description de la couverture journalistique portant sur l'AS

En 2010-2011, dans la presse écrite québécoise, la couverture journalistique portant sur les AS a été représentée dans les divers grands quotidiens québécois, mais dans des proportions variables d'un média à l'autre, voire d'une région à l'autre (figure 1). Dans le corpus analysé, les deux quotidiens de la région de Québec (Le Journal de Québec et Le Soleil) présentaient 50 % de la couverture journalistique portant sur les AS, comparativement à moins de 30 % pour les trois quotidiens francophones de la grande région de Montréal (Le Journal de Montréal, La Presse et Métro). Aucun événement local liée à une situation d'AS dans la région de Québec et qui aurait pu expliquer cette différence de couverture n'a été identifiée durant la période analysée.

L'analyse des données montre aussi que la très grande majorité (97,2 %) de la couverture journalistique des AS analysée porte sur des nouvelles ou des faits divers (tableau 1). Il est à noter que près de 40 % de la couverture journalistique québécoise analysée portait sur des nouvelles ou des situations d'AS ayant eu lieu à l'extérieur du Canada. Seulement 1,5 % des articles étaient des enquêtes et des reportages, 0,9 % des lettres de lecteur et 0,4 % des chroniques ou des éditoriaux. Dans le même sens, la majorité (61,1 %) des documents analysés étaient considérés très courts (0 à 250 mots) ou courts (251 mots à 500 mots), alors que seulement 8 % des documents du corpus d'analyse étaient identifiés comme longs (751 mots à 1 000 mots) ou très longs (1 000 mots et plus).

Tableau 1
Fréquences des codifications - Description de la couverture

Catég.	Codifications	%
Type de documents	Nouvelles/Faits divers - Local ou national	58,7
	Nouvelles/Faits divers - International	38,5
	Enquêtes et reportages (Local ou national : 1,0%; International : 0,5%)	1,5
	Lettres de lecteurs	0,9
	Chroniques et éditoriaux	0,4
Sujets	Procédures judiciaires	50,3
	Description générale d'un cas d'AS	15,5
	Déroulement d'enquête	12,7
	Position / Opinion des professionnels	6,3
	Témoignage	4,3
	Autres	10,9
Dossiers et événements (précisions des sujets)	Faits généraux sur une AS	16,1
	Cas spécifiques (ex. Julian Assange, Mgr Ouellet)	13,9
	Accusation	11,7
	Jugements rendus	10,3
	Procédures judiciaires en général (non précisées)	9,1
	Enquête en général	5,7
	Histoire personnelle de la victime ou de l'agresseur	4,9
	Version des parties en cause	4,7
	Arrestation	3,2
	Comparution du présumé agresseur	3,0
	Contenu informatif ou éducatif	2,2
	Fausses allégations d'AS	1,9
	Description du suspect ou de la victime	1,3
	« Viol » comme crime de guerre	1,3
	Campagne de prévention	1,1
	« Drogues du viol »	0,9
	Ressources d'aide et accompagnement des victimes	0,7
	Indemnisations pour les victimes	0,7
	Autres	7,3

La figure 2 montre que dans la couverture journalistique analysée sur les AS dans la presse écrite québécoise en 2010-2011, les procédures judiciaires, soit toute procédure réalisée à partir du moment où des accusations criminelles sont portées à l'endroit d'une ou plusieurs personnes pour une situation d'AS, était le sujet le plus représenté avec 50,3 % des unités d'information analysées (p. ex. accusations criminelles, jugements rendus par la cour). Le Journal de Québec et Le Soleil étaient les deux quotidiens pour lesquels les procédures judiciaires étaient surreprésentées dans leur couverture journalistique (respectivement 35,4 % et 30,0 % de la couverture sur les procédures judiciaires provenaient de ces journaux, alors que leur couverture occupait respectivement 27,5 % et 22,5 % du corpus analysé).

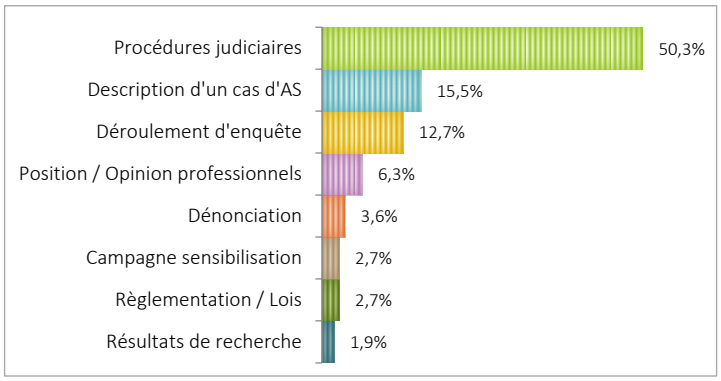


Figure 2
Proportion (%) de la couverture sur les AS selon les sujets représentés

Les sujets renvoyant à de l'information sur les AS (i.e. position/opinions de professionnels, règlementations et lois, et résultats de recherche sur les AS) représentaient une minorité des sujets représentés, soit 10,9 % de la couverture analysée. Ces sujets étaient surreprésentés dans la couverture des quotidiens Le Quotidien (21,1 % de la couverture totale de ces sujets vs 16,0 % de la couverture totale), Le Droit (11,0 % vs 6,2 %), Métro (5,5 % vs 2,9 %) et La Presse (11,9 % vs 10,1 %).

Description des situations d'AS

Nature des AS représentées dans la presse écrite

Entre mai 2010 et avril 2011, la couverture journalistique portant sur les AS dans la presse écrite québécoise semble avoir présenté en majorité des situations d'AS[1] sévère, soit celles incluant une forme de pénétration et celles impliquant de la violence physique, c'est-à-dire une AS commise avec contrainte physique, l'utilisation d'une arme ou ayant entrainé des blessures ou la mort (tableau 2). Dans la couverture analysée, alors que 56,9 % des AS représentées étaient sévères, les attouchements représentaient moins de 13,0 % des AS représentées et aucune situation d'AS sans contact physique n'avait été représentée. Il est à noter que dans plus du quart des situations d'AS traitées dans la couverture journalistique, la nature des AS était inconnue.

Tableau 2
Description des AS - Fréquences des codifications

Catég.	Codifications	%
Nature des AS	AS avec pénétration (« viol ») sans présence de violence physique (i.e. contrainte physique, utilisation d'une arme ou blessures)	27,8
	Non précisée	27,8
	AS avec violence physique (i.e. contrainte physique, utilisation d'une arme ou blessures)	26,3
	Attouchement ou tentative d'AS avec pénétration	12,8
	Meurtre sexuel	2,8
	Activité sexuelle orale	2,5
	Sans contact (p. ex. exposition à du matériel pornographique)	0,0
Victimes	Victime unique - femme 18 ans +	31,8
	Victime unique - adolescent féminin (12-17 ans)	19,7
	Âge et sexe non précisés	14,2
	Plus d'une victime - âges et/ou sexes différents	10,8
	Victime unique - personne mineure (âge ou sexe non précisés)	7,2
	Victime unique - adolescent masculin (12-17 ans)	6,8
	Victime unique - enfant féminin (0-11 ans)	5,4
	Victime unique - enfant masculin (0-11 ans)	2,4
	Victime unique - homme 18 ans +	1,7
Lien entre victime(s) et agresseur(s)	Symbole d'autorité	29,0
	Non précisé	23,1
	Inconnu de la victime (étranger)	12,7
	Connaissance récente (« acquaintance rape »/ « date rape »)	12,1
	Connaissance, collègue ou ami/amie	10,2
	Liens différents (plus d'une victime)	4,7
	Famille immédiate de la victime	4,0
	Famille élargie	2,6
	Conjoint/conjointe	1,6

Nous avons comparé la représentation de certaines formes d'AS dans la presse écrite analysée à celle dans les données officielles des services de police, afin de voir dans quelle mesure les AS représentées dans la couverture journalistique concordent ou non avec la représentation des AS rapportées aux autorités. Ainsi, selon les données policières du DUC-2 de 2011, 1,7 % des AS portées à l'attention des services de police au Québec, et dont ceux-ci ont jugé le bien-fondé concernaient des situations d'AS armée ou grave (MSP, 2012), alors que cette proportion correspondait à 36,4 % des situations d'AS représentées dans la couverture de presse analysée en 2010-2011, et ce, en excluant les AS pour lesquelles la nature était inconnue. Ces données laissent donc croire à une surreprésentation des situations d'AS sévères dans la presse écrite. Cette comparaison doit toutefois être interprétée avec prudence, notamment car les catégories de comparaison des AS ne sont pas tout à fait identiques entre celles utilisées dans l'étude et celles utilisées dans les statistiques officielles, et parce que contrairement aux données officielles, les données de l'étude incluent une proportion non-négligeable de situations s'étant déroulées à l'étranger et qu'une même situation d'AS a pu être représentée plus d'une fois dans le corpus analysé.

Caractéristiques des victimes d'AS représentées

En ce qui concerne l'âge et le sexe des victimes[2] d'AS représentées dans la presse écrite, en excluant les cas pour lesquels l'information était inconnue, la majorité (84,0 %) des victimes était de sexe féminin (figure 3). Ainsi, près de la moitié des victimes représentées étaient des femmes de 18 ans et plus et 37,0 % étaient des filles mineures. Au total, 55,4 % des victimes représentées étaient des mineurs. À titre comparatif, les femmes adultes représentaient plutôt 33,0 % des victimes d'AS dans les données policières en 2011 et les filles mineures 50,0 %, suggérant une sous-représentation des filles mineures et une surreprésentation des femmes adultes parmi les victimes représentées dans la couverture analysée (MSP, 2012). La représentation des victimes masculines dans le corpus analysé apparait concorder avec les données policières, avec respectivement 14,0 % de victimes chez les garçons et 2,0 % chez les hommes dans la couverture analysée.

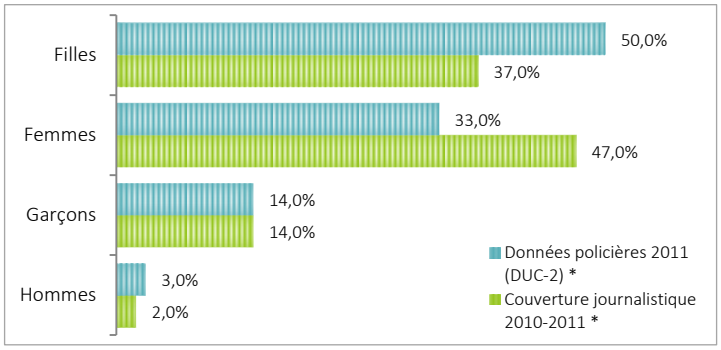


Figure 3
Âge et sexe des victimes d'AS représentées dans la couverture sur les AS (%) - Comparaison avec les données policières
Note : * Exclut les AS pour lesquelles le sexe et l'âge des victimes étaient inconnus.

Lien entre victime et agresseur dans les AS représentées

Les AS les plus représentées dans la couverture journalistique analysée étaient celles dont l'agresseur[3] était une personne représentant un symbole d'autorité (p. ex., enseignante ou enseignant, gardienne ou gardien, entraineuse ou entraineur), soit dans 29,0 % des situations (tableau 2). Les AS les moins représentées dans le corpus d'analyse étaient celles dont l'auteur était un membre de la famille (immédiate ou élargie) ou un conjoint, soit respectivement 6,6 % et 1,6 % des AS représentées dans la couverture journalistique.

Le figure 4 permet une comparaison entre la proportion des AS représentées dans la couverture de presse analysée, en excluant les victimes pour lesquelles le lien avec leur agresseur était non précisé (23,1 %) et les AS enregistrées par les corps de police québécois en 2011 concernant le lien entre la ou les victime(s) et l'agresseur. Les données montrent que les AS dont l'auteur est un membre de la famille immédiate ou élargie ou encore un conjoint sont celles qui seraient les plus sous-représentées dans la couverture journalistique analysée comparativement aux AS rapportées à la police en 2011, alors que celles dont l'agresseur est un symbole d'autorité y seraient plutôt surreprésentées.

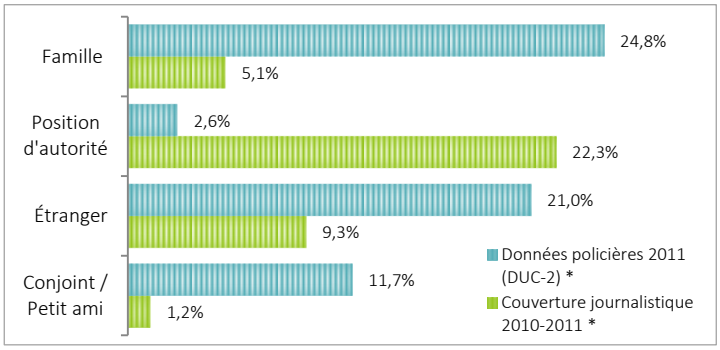


Figure 4
Lien entre victime et agresseur dans la couverture sur les AS (%) - Comparaison avec les données policières
Note : * Exclut les victimes pour lesquelles le lien avec le présumé agresseur était inconnu.

Description du traitement journalistique dans la couverture journalistique des AS

Les sources utilisées

Afin de déterminer la provenance des sources utilisées dans le corpus analysé, à chaque fois qu'une information ou des propos rapportés ne provenaient pas du journaliste (soit 30,4 % du corpus analysé), la source était identifiée. Dans la couverture journalistique des AS en 2010-2011, lorsqu'une source était identifiée, les sources judiciaires prédominaient en étant utilisées dans 36,0 % du corpus analysé (avocats, juge et policiers), les plus rapportées étant les avocats des deux parties (20,7 %) (figure 5). Les agresseurs et les victimes constituaient une partie importante des sources utilisées dans la couverture analysée, mais ils l'étaient presque exclusivement dans le contexte d'un témoignage rapporté lors du processus judiciaire et non en tant que source sollicitée par le journaliste directement. Les experts ne constituaient que 11,5 % de toutes les sources rapportées dans la couverture journalistique de la presse écrite analysée.

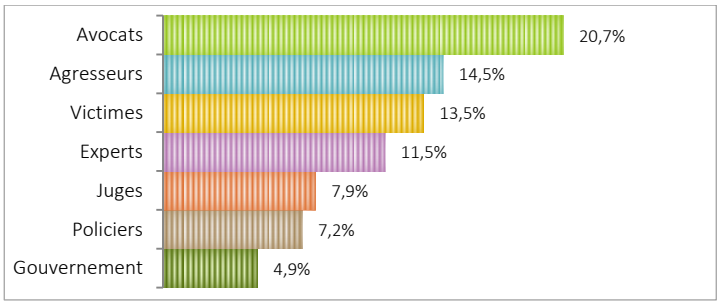


Figure 5
Sources représentées* dans la couverture journalistique des AS (%)
Note : * Dans les cas où une source a été identifiée

Le recours aux traitements journalistiques défavorables

Certaines pratiques journalistiques que nous avons identifiées comme moins favorables dans le traitement journalistique des AS sur la base de recommandations de la littérature ont été repérées dans le corpus d'analyse, mais dans des proportions relativement faibles. En effet, dans plus de 85,4 % de la couverture journalistique des AS dans la presse écrite que nous avons analysée, aucune pratique journalistique jugée défavorable n'a été identifiée. Le recours à une terminologie ou un langage créant un effet de dramatisation ou de sensationnalisme, que ce soit pour décrire l'auteur de l'AS (3,5 % du corpus) ou l'AS rapportée (2,3 %) étaient les pratiques défavorables qui ont été les plus souvent identifiées. Ces termes pouvaient par exemple être le fait de parler d'un « bourreau » ou d'un « tortionnaire » pour parler de la personne responsable d'une AS. Pour décrire l'AS, des termes comme un « crime répugnant » ou un « misérable crime » ont pu par exemple être utilisés, ou encore de titrer un article par « enfants, bière, cigarettes et sexe » pour parler d'AS commises envers des mineurs, ce qui sort du ton factuel et descriptif.

Enfin, les résultats montrent que les différents médias n'ont pas recours également aux pratiques journalistiques jugées défavorables dans leur couverture journalistique des AS. La proportion de la couverture analysée pour chaque grand quotidien qui référait à des pratiques journalistiques défavorables variait entre 0 % (*Le Droit*) et 21,8 % de la couverture (*Le Journal de Québec*), avec une moyenne de 11,8 % de la couverture comportant des pratiques défavorables pour l'ensemble des quotidiens.

Le recours aux pratiques journalistiques favorables

La majorité de la couverture journalistique des AS dans la presse écrite québécoise que nous avons analysée ne comportait pas de pratiques journalistiques considérées comme attendues ou favorables dans les situations d'AS, soit 85,0 % de toutes les unités d'information. Les pratiques journalistiques favorables en matière d'AS repérées dans le corpus référaient surtout au fait de rapporter de l'information concernant les conséquences négatives, autant celles pour l'agresseur (5,2 % du corpus) que celles pour la victime (3,5 %). Ces informations renvoyaient principalement au fait de rapporter la peine prononcée à l'endroit d'un agresseur reconnu coupable ou son inscription au registre des délinquants sexuels (jugements rendus), ou encore aux séquelles physiques et psychologiques rapportées par la victime dans le cadre du procès. Le contenu informatif sur les AS et la diffusion de ressources d'aide représentaient des proportions faibles du contenu analysé, soit respectivement 2,5 % et 1,4 % de l'ensemble de la couverture analysée.

Tableau 3
Traitement journalistique - Fréquences des codifications

Catég.	Codifications	%
Pratiques journalistiques défavorables	Aucune	85,4
	Langage référant à des représentations ou utilisé dans le but de créer un effet de dramatisation ou de sensationnalisme pour décrire l'agresseur	3,5
	Présence d'éléments dramatiques/sentimentaux concernant la victime	2,2
	Langage référant à des représentations ou utilisé dans le but de créer un effet de dramatisation ou de sensationnalisme concernant l'AS	2,3
	Circonstances insolites	1,9
	Éléments circonstanciels qui sont précisés pour justifier/minimiser l'événement	1,4
	Présence d'éléments dramatiques/sentimentaux concernant l'agresseur	1,1
	Présence d'un discours blâmant envers la victime	0,8
	Éléments du passé de l'agresseur justifiant ou minimisant les gestes posés	0,7
	Langage référant à des représentations ou utilisé dans le but de créer un effet de dramatisation ou de sensationnalisme pour décrire la victime	0,4
	Langage référant à des représentations ou utilisé dans le but de créer un effet de dramatisation ou de sensationnalisme concernant les motivations de l'agresseur	0,2
Pratiques journalistiques favorables	Aucune	85,0
	Conséquences pour l'agresseur abordées	5,2
	Conséquences pour la victime abordées	3,5
	Tout contenu informatif sur les AS abordé	2,5
	Ressources d'aide pour victimes abordées	1,4
	Éléments de prévention traités	0,9
	Conséquences sociétales abordées	0,7
	Ressources d'aide pour agresseurs abordées	0,4
	Causes ou facteurs de risque individuels de l'AS abordés	0,2
	Causes ou facteurs de risque sociétaux de l'AS abordés	0,2

Références

Dowler, K., Fleming, T., & Muzzatti, S. (2006). Constructing crime: Media, crime and popular culture. *Canadian Journal of Criminology and Criminal Justice, 48*(6), 837-850.

Groulx, J. (2000). *Violence et suicide dans les médias d'information écrits de la Montérégie et de la presse écrite nationale*. Rapport de recherche. Longueuil: Direction de la santé publique. Régie régionale de la santé et des services sociaux Montérégie.

Leray, C. (2008). *L'analyse de contenu: de la théorie à la pratique – la méthode Morin-Chartier*. Québec, QC: Les Presses de l'Université du Québec.

Ministère de la sécurité publique du Québec (2012). *Infractions sexuelles au Québec: Faits saillants 2011*. Québec: Gouvernement du Québec.

Organisation mondiale de la santé (OMS), London School of Hygiene and Tropical Medicine. (2010). *Preventing intimate partner and sexual violence against women. Taking action and generating evidence*. Genève: World Health Organization.

Notes

[1] Réfère aux AS présumées ou non. Pour alléger le texte, nous utiliserons le terme AS en tout temps.

[2] Réfère aux situations où la victime était présumée ou non. Pour alléger le texte, nous utiliserons le terme victime en tout temps.

[3] Réfère aux situations où l'agresseur pouvait être présumé ou reconnu coupable. Pour alléger le texte, nous utiliserons le terme agresseur en tout temps.

Implications pratiques

Les constats découlant des résultats de notre étude, malgré les limites qui restreignent leur portée, suggèrent des attentes, voire des recommandations dans la couverture journalistique des AS. Entre autres, nous croyons que le fait de diffuser dans l'espace public de l'information sur les AS (ampleur, statistiques, facteurs de risque, prévention, etc.) et les ressources disponibles, de présenter une information journalistique objective et libre de dramatisation, ainsi que de permettre une représentation non-biaisée des AS commises et d'avoir recours à des sources fiables, crédibles et variées en matière d'AS constitueraient la base de lignes directrices.

En 2000, suite à une étude sur la violence et le suicide dans les médias d'information écrits, Groulx relevait la responsabilité sociale des médias dans l'amélioration du traitement journalistique de la violence, qui selon elle, incombe autant à l'ensemble des interlocuteurs du monde des médias (p. ex., éditeurs, journalistes, rédacteurs en chef, photographes) qu'à l'ensemble de la collectivité, soit les citoyens, les professionnels et les institutions qui alimentent les journalistes. La reconnaissance de cette responsabilité sociale appelle à une action concertée de tous les acteurs impliqués. À cet effet, le contexte actuel des médias sociaux, où l'information diffusée dans l'espace public dépasse largement l'information rapportée par la presse écrite, montre que la population, autant que les médias, doit être sensibilisée à l'impact du traitement journalistique des AS sur les attitudes, les perceptions et les comportements. Cet éveil du sens critique de l'ensemble des acteurs impliqués face aux impacts de l'information diffusée dans l'espace public concernant les AS constitue sans doute une des pistes d'action vers un façonnement des normes sociales en faveur d'une élimination de la méconnaissance et de la tolérance collective et individuelle à l'égard des AS au Québec.

Ressource pour les médias ou toute personne appelée à intervenir dans l'espace public concernant les AS :
Institut national de santé publique du Québec (2012). Trousse média sur les agressions sexuelles.
www.inspq.qc.ca/agressionsexuelle

Remerciements

Les auteurs souhaitent remercier les professionnels du laboratoire d'analyse de presse Caisse-Chartier de l'Université du Québec à Montréal pour leur collaboration à la collecte et l'analyse des données.

Ce projet a été réalisé grâce au soutien financier du Secrétariat à la condition féminine du gouvernement du Québec en 2012.

Pour plus d'informations:
Karine Baril, Ph.D., professeure
Département de psychoéducation et de psychologie
Université du Québec en Outaouais
Courriel : karine.baril@uqo.ca

Référence de la publication originale :

Baril, K., & Maurice, P. (sous presse). Portrait de la couverture journalistique des agressions sexuelles dans la presse écrite québécoise en 2010-2011 : Enjeux pour la prévention. Dans S. Bergheul (Éd.), *Violences et crimes sexuels : Représentations, interventions et prise en charge*. Presses de l'Université du Québec.

Référence de la capsule :

Baril, K., & Maurice, P. (2017, août). *Capsule #22 : Portrait de la couverture journalistique des agressions sexuelles dans la presse écrite au Québec.* Équipe de recherche FRQ-SC – Violence sexuelle et santé (ÉVISSA), UQAM, Montréal, QC.

Avec la collaboration de Manon Robichaud, professionnelle de recherche.